

La sécurité alimentaire en Tunisie

L'économie tunisienne subit de plein fouet les effets de la crise politique et sanitaire qui continue à prévaloir.

L'agriculture, dans ce contexte, fait face à de grandes difficultés aggravées par les incertitudes des aléas climatiques à venir.

La baisse du pouvoir d'achat des franges les plus vulnérables de la population a réduit considérablement leur accès à certains produits de base.

La menace de la crise alimentaire pouvant découler de la guerre en Ukraine et la flambée des prix des céréales sur les marchés mondiaux plongent le monde entier dans un état de peur.

En Tunisie les principales filières agricoles d'exportation que sont celles des dattes et de l'huile d'olive peuvent être impactées du fait d'une baisse de la demande internationale.

La dépendance du pays vis-à-vis des marchés extérieurs pour des produits de base tels les céréales, le soja, la viande rouge, l'huile de graine est un révélateur de crise profonde du système alimentaire et agricole.

La Tunisie s'attache aujourd'hui à la préparation de son Plan National d'Adaptation pour la sécurité alimentaire et prépare l'adoption de trajectoires de développement résilientes au changement climatique.

C'est pour étayer l'analyse de la vulnérabilité du climat et de l'étendue des actions d'adaptation des systèmes agro-alimentaires que le Forum Ibn Khaldoun pour le Développement a organisé le 6 septembre 2022 un débat sur « la sécurité alimentaire en Tunisie » introduit et animé par le Professeur Ali Mehiri.

La présentation faite a concerné :

- D'une part, l'état des lieux et l'évolution de la sécurité alimentaire en Tunisie, en termes d'impact du Covid, de la guerre russo-ukrainienne et de menaces du changement climatique.

- D'autre part, le défi de l'agriculture tunisienne à contribuer davantage à la sécurité alimentaire nationale en termes :

- . De potentialités des systèmes de production en vigueur.

- . De visions alternatives à l'agriculture actuelle dont, en particulier, celle, innovante, proposée pour une agriculture performante et durable dont le conférencier a présenté l'approche, les objectifs, les principes de base et dont il a avancé les résultats des projections d'amélioration de la production.

« S'adapter pour ne pas disparaître » en serait la profonde motivation.

Depuis l'indépendance, la Tunisie a pu réaliser une certaine sécurité alimentaire, quoique relative et différenciée, à l'échelle de l'ensemble des régions.

Cette approche a atteint ses limites. Elle remet en cause son efficacité et son efficacité sur le plan tant économique que social et environnemental : Il en a résulté une agriculture non durable, des salariés mal rémunérés et des ressources naturelles dégradées.

Les importations de denrées alimentaires de base dépassent aujourd'hui les capacités financières de la Caisse Générale de Compensation dans sa rubrique alimentaire, entraînant déficits croissants et endettement démesuré.

Nombreuses sont les contraintes à toute intensification de l'agriculture tunisienne à même d'améliorer sa contribution à la balance de la sécurité alimentaire.

L'absence d'une vision claire et officielle de l'avenir de ce secteur et de son rôle dans la réalisation de

ses fonctions structurantes de l'économie nationale, social et environnemental en particulier, lui fait perdre les chances d'une renaissance à la faveur des nouvelles technologies dans tous les domaines pour améliorer ses performances et contribuer davantage à l'équilibre de la balance alimentaire du pays.

Les solutions de court terme sont improvisées, au détriment de nombreuses études prospectives et stratégies sectorielles restées en attente de prise en compte dans le cadre d'une nouvelle politique. Seules les politiques sociales ont permis, à ce jour, la préservation d'une grande part de la population de la faim, de la malnutrition et de leurs conséquences sanitaires, tout en marginalisant cependant les populations les plus vulnérables.

Face à un tel bilan :

--> Comment appréhender les multiples conséquences, coûteuses, relatives notamment :

- à la sécurité et la souveraineté alimentaire et nutritionnelle ?
- au sort des acteurs des multiples filières et celui du patrimoine de ressources naturelles ?
- à l'avenir de la ruralité et des populations rurales dans leurs diversités géographiques en relation avec leurs systèmes de production ?
- au coût réel de l'inaction de cette option ?

--> L'autre alternative, celle de l'adoption d'une agriculture performante et durable, peut constituer une réponse positive, suscitant le développement agricole et rural, l'assurance d'une meilleure efficacité dans l'accomplissement de la sécurité alimentaire au profit de toutes les parties prenantes et en vue de la réalisation concomitante des Objectifs du Développement Durable (ODDs).

Dans cette perspective, une vision de la transformation de cette agriculture déclinante est proposée, beaucoup plus performante, tenant compte des contraintes endogènes et des multiples risques liés aux menaces exogènes dont, principalement, ceux du changement climatique et du marché alimentaire mondial.

Cette vision est structurée sur la levée de la première contrainte à l'intensification qu'est le déficit climatique par des irrigations complémentaires par différentes ressources conventionnelles et non conventionnelles (néxus « énergie renouvelable-eau-agriculture »).

Le coût élevé de cette vision serait cependant à même de relever nombre de défis économiques, sociaux et environnementaux, au bénéfice des générations actuelles et futures.

Cette approche permettrait de revoir tout le système alimentaire et son financement sous un autre jour. Les petites et moyennes exploitations, en particulier, considérées actuellement comme de grandes contraintes à l'intensification, auraient l'opportunité de devenir la locomotive du progrès agricole durable, générant un processus de développement rural local incontestable.

Une telle option de nature sociétale ne peut être qu'un choix politique car à dimensions multiples : Consolidation de la sécurité alimentaire nationale outre le développement du secteur agricole et du milieu rural.

Il reviendra donc à la communauté nationale toute entière de supporter le coût de cette transformation exprimée tout particulièrement en termes de maîtrise des énergies renouvelables. Les projections de productions moyennes estiment, en particulier, un potentiel de production annuelle de l'ordre de 25 millions de quintaux de céréales et de 2 millions de tonnes d'olives à huile. Cette vision basée sur une gestion intégrée de la ressource en eau permettrait de susciter des synergies entre les différents systèmes de production dans les régions et contribuerait à aller vers une optimisation inclusive des divers modes de valorisation des ressources en eau, en sol et en énergie solaire, au profit du développement rural.

Cet objectif spécifique d'amélioration de la sécurité alimentaire s'intégrera cependant dans l'objectif

global qui vise le développement de tout le secteur agricole pour en faire la locomotive du développement rural au niveau local et de la croissance économique au niveau national.

Discussion

Les principales questions soulevées ont concerné :

- L'option « rupture » sensée être la seule alternative envisageable en zone aride lorsque même l'apport d'eau complémentaire à la parcelle s'avère insuffisant.

Elle implique une transformation radicale et coûteuse devenue indispensable si l'on écarte l'idée d'abandonner toute idée de mise en valeur de ces terres assoiffées.

En réalité, la mise en défend est en soi une option écologique.

- La politique agricole depuis l'indépendance a davantage été un support aux autres secteurs qu'un levier du développement rural, faute d'une vision à la fois économique, sociale et environnementale.

A ce titre, la sécurité alimentaire qui exprime un juste droit à la santé a toujours été l'objectif de l'Etat. La recherche scientifique est seule à même de répondre efficacement à la demande alimentaire et, à l'instar de certains pays, de développer l'exportation des produits agricoles vitaux. Malheureusement il s'avère que dans le domaine de la céréaliculture, le pays a beaucoup perdu de ses acquis de recherche.

- La vision proposée dans l'option rupture reste théorique au vu des charges qu'elle implique.

Se **pourrait-il qu'elle soit imposée ?**

- Sécurité ou autosuffisance alimentaire ?

La Tunisie a été quasi auto-suffisante jusqu'à 1976.

La balance commerciale se doit d'être équilibrée car aujourd'hui on importe de tout.

En réalité, c'est le monde urbain qui décide et c'est au rural de répondre à ses besoins et à ses conditions, au détriment de l'agriculteur, lequel n'a pas de statut clair en réalité.

Pas d'investissement suffisant aussi pour garantir une certaine souveraineté alimentaire.

Seules jouent l'offre et la demande et on peut, à la limite être agriculteur sans agriculture.

- La Tunisie est le pays du soleil, et seule une orientation stratégique donnant aux agriculteurs l'accès à l'eau dessalée par les énergies renouvelables est envisageable pour développer le sentiment de sécurité nécessaire à l'agriculteur.

Il s'agirait de lever tous les obstacles à cette alternative.

Il y aurait lieu, de même, de lutter davantage contre l'économie parallèle et la contrebande aux frontières car la consommation s'avère supérieure à la demande nationale en produits alimentaires de première nécessité (y compris ceux bénéficiant du monopole de l'Etat).

- Autant l'état des lieux semble noir et alarmant le sentiment de détresse qui en résulte, autant semblent prometteuses les transformations préconisées par la vision présentée.

La question se pose des conditions de sa faisabilité.

Dans quelle mesure la démarche a-t-elle pris en considération les conditions de l'agriculteur : ses traditions, le morcellement des terres, ses aspirations réelles ?

Le rôle de la population étant primordial, quel système politique (démocratique ou autoritaire) serait le plus adéquat qui permettrait une telle vision avec la population qui existe ? Car, en réalité, il s'agit **d'un projet de société dans lequel l'agriculture doit avoir sa place.**

- Par ailleurs, au-delà de la vision, quelle projection macro peut-on envisager ?

Il y a, certes, une demande sociale, mais des discussions sont nécessaires à partir de toute vision pour avoir une politique à suivre.

- En Tunisie, le potentiel d'eaux usées atteint quelques 600 M3/an qui peuvent donner sens au

concept d' « oasis pluviale » préconisé par la vision : les 2 îles de Djerba et Kerkennah seraient susceptibles d'en adopter l'approche.

- La sécurité alimentaire n'est pas toujours liée à la politique agricole.

Mais l'intensif est nécessaire et il y a lieu d'optimiser la production en fonction des ressources naturelles disponibles et d'investir dans les ressources en eaux en priorité.

- Cependant, au-delà du coût important qu'implique le dessalement dans la vision proposée, c'est la question des réseaux extrêmement importants qu'impliquent l'adduction de l'eau dessalée (à partir de l'eau de mer en particulier) et sa distribution au niveau des parcelles qui posera problème si le projet adopté n'acquiert pas la dimension d'un projet de société.

- L'innovation technologique et la recherche systématique de la qualité sont génératrices de valeur ajoutée considérable comme l'illustrent bien nombre de succès-stories, telles par exemple celles des huileries modernes labélisées de Tébourba et de Toukabeur.

Recommandations

Afin que la mutation socio-économique préconisée, génératrice de nombreux emplois permanents et qui vise le doublement des productions et l'équilibrage de la balance alimentaire, il est d'ores et déjà proposé :

- A l'étage semi-aride inférieur (Gouvernorats de Zaghuan et Siliana) d'améliorer la valorisation de l' « eau verte » en favorisant son stockage dans le réservoir utile des sols et de pratiquer des irrigations complémentaires.
- Au sous-étage semi-aride moyen, d'adopter les techniques agricoles douces de travail du sol et d'aménagement hydro-agricole des exploitations aussi bien en oléo culture qu'en céréaliculture pour valoriser davantage l' « eau verte ».
- Au sous-étage semi-aride supérieur et à l'étage subhumide, d'encourager l'intensification moyennant un paquet technologique raisonné bien connu des exploitants.

La mobilisation du volume d'eau nécessaire à la stabilisation des productions nationales stratégiques en céréales et en olives n'exigera pas moins une appropriation affirmée de l'approche préconisée.

La principale contrainte physique à la sécurité alimentaire étant la disponibilité de l'eau pour les cultures il y a lieu :

- 1 Par une maîtrise efficace des inondations et une gestion intégrée des « eaux bleues » (eaux de surface et eaux souterraines) valorisant la capacité régulatrice des nappes phréatiques par la recharge artificielle.
- 2 Par un renforcement de l'infiltration du ruissellement sauvage au bénéfice de la Réserve Facilement Utilisable du sol : « eau verte » à la disposition de l'agriculture pluviale.
- 3 Par la généralisation de l'irrigation localisée dans un souci de rationalisation de la consommation de l'eau d'irrigation.
- 4 Par une réutilisation intégrale et sans danger sanitaire de toutes les eaux usées traitées au niveau adéquat en fonction des spéculations agricoles envisagées.
- 5 Par une mobilisation raisonnée, rationnelle et progressive des eaux saumâtres continentales ne mettant pas en danger, à l'usage, la structure du sol.
- 6 Par la mise en place de pilotes de démonstration et le recours, à terme, au dessalement de l'eau de mer à l'énergie renouvelable, à grande échelle dans le cadre de l'approche préconisée par la vision, une fois avalisée.

Par ailleurs, la Tunisie gagnerait certainement en sécurité alimentaire :

- 7 Par une politique volontariste de juste compensation financière des denrées de base au bénéfice

des véritables ayant droits à l'aide de l'Etat.

8 Par une politique efficace de lutte contre le gaspillage des denrées alimentaires subventionnées.

9 Par une politique sévère de lutte contre le trafic transfrontalier des produits compensés importés à grands frais.

10 Par une stratégie rationnelle de régulation des prix des denrées alimentaires vitales par une pratique de stockage transparent, efficient et dûment contrôlé.

11 Par une anticipation permanente des changements des marchés internationaux des produits alimentaires pour s'y adapter : Analyse de la balance commerciale.

12 Par une amélioration d'efficacité des instruments des politiques agricoles adoptés (techniques, économiques et institutionnels) pour la régulation des diverses catégories de produits échangés.

13 Par une augmentation de l'offre nationale de céréales par des mesures de protection (hausse des prix aux producteurs) face au renchérissement de ces produits sur les marchés internationaux.

La Tunisie gagnerait de même à faire davantage prévaloir les spécificités de son secteur agricole dans les futures négociations d'un nouvel ALECA avec ses partenaires de l'UE.

[Document de base à télécharger : Communication présentée par le Professeur Ali Mehiri](#)